

Questions orales

Ma question s'adresse au vice-premier ministre. Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour communiquer aux députés du Parlement européen notre position unanime sur les mesures d'étiquetage envisagées?

M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question. Je peux lui assurer ainsi qu'à tous les Canadiens, notamment ceux qui travaillent dans l'industrie de la fourrure, que nous présenterons à la Communauté européenne des instances aussi vigoureuses que celles présentées à la Grande-Bretagne. Nous lui communiquerons sans équivoque notre position. Nous pouvons le faire de bien des façons, mais, comme le sait la députée, la Communauté européenne a un représentant en poste à Ottawa. Nous pouvons donc commencer par l'informer de ce que non seulement le gouvernement, mais le Parlement pensent de toute cette question. Nous emploierons tous les moyens à notre disposition pour combattre ce projet de règlement.

LES DÉMARCHES DIPLOMATIQUES—LA POSITION DES ÉTATS-UNIS ET DE L'URSS

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): L'important, monsieur le Président, c'est d'admettre que la situation est extrêmement sérieuse, comme l'ambassadeur du Canada à Bruxelles l'a confirmé quand je lui ai parlé hier soir. C'est urgent et nous ne pouvons pas nous contenter d'en discuter interminablement. Il faut agir dès maintenant.

Quelles mesures précises sommes-nous disposés à prendre. Je crois savoir que nous allons faire connaître notre point de vue. Nous l'avons déjà fait à la Chambre, et le ministre des Affaires indiennes a dit qu'il boycotterait certains magasins. Les Européens vont trembler de peur, bien sûr, mais il faut que nous fassions des démarches diplomatiques auprès du Parlement européen.

● (1130)

J'ignore qui va répondre à la question, mais pourrait-il nous dire quelle initiative nous avons prise pour joindre nos efforts à ceux des États-Unis et de la Russie, les deux autres gros producteurs de fourrures? Le gouvernement va-t-il tenir des pourparlers avec ces deux pays afin que nous présentions un front commun au Parlement européen?

M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, la députée insinue que le gouvernement ne prend pas l'affaire au sérieux. Au contraire, c'est une question très importante. La députée et mon collègue, le député de Timiskaming, ont ouvert le débat sur cette question ici à la Chambre et ils ont obtenu l'appui unanime des députés.

En répondant à la première question, j'ai fait part des mesures que le gouvernement est disposé à prendre dans l'immédiat.

Le NPD voudrait que nous sortions nos gros canons dès le début. Nous commencerons par des instances diplomatiques et, si ce n'est pas suffisant, nous verrons s'il y a lieu de prendre d'autres mesures. Procédons diplomatiquement au lieu de partir sur un pied de guerre.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE COMMUNIQUER AVEC CERTAINS ALLIÉS POUR DISCUTER DE LA QUESTION.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, il s'agit d'une situation d'urgence et nous avons besoin de connaître l'échéancier du gouvernement à cet égard. Ainsi qu'elle en a le pouvoir, une fois que la commission parlementaire européenne se sera prononcée à l'égard de ce règlement, celui-ci deviendra exécutoire dans 12 pays.

Le gouvernement est-il prêt à communiquer au moins avec certains de nos alliés et pourquoi ne l'a-t-il pas déjà fait? Ainsi, le Danemark est l'un de nos alliés en ce domaine. Le gouvernement pourrait-il s'engager à communiquer maintenant avec ce pays pour discuter de la situation?

M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, les résultats que le gouvernement a obtenus par le passé dans ce domaine démontrent qu'il a toujours su prendre les mesures qui s'imposaient. Nous allons employer tous les moyens à notre disposition pour convaincre la communauté européenne de l'importance de cette affaire. Le premier ministre a probablement réussi à établir avec la communauté européenne de meilleurs rapports que tout autre premier ministre avant lui. Il y compte de nombreux amis et collègues avec qui il peut conférer. Nous avons le choix des voies à emprunter.

Je puis donner au député et aux Canadiens, surtout ceux qui travaillent dans ce secteur, l'assurance que le gouvernement va tout faire pour défendre leurs intérêts.

ON PROPOSE QUE LA CHAMBRE FASSE PARVENIR UNE RÉOLUTION AU PARLEMENT EUROPÉEN

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question supplémentaire au secrétaire parlementaire sur le même sujet. Accepterait-il de collaborer avec les deux autres partis pour élaborer une résolution de la Chambre à l'intention du Parlement européen, suite à celle adoptée en juin dernier, pour lui faire savoir que le Parlement du Canada est déterminé à appuyer le secteur des fourrures et ses milliers d'employés?

M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Vous le savez, monsieur le Président, le député de Timiskaming, avec l'appui d'autres de nos collègues, a mené la lutte sur cette question à la Chambre. Je les en félicite. Je remercie le député de sa question. J'estime que c'est là une excellente idée. J'ai l'intention d'en discuter avec mon leader parlementaire.